

Christian SAUTTER

## MADAME A. ET MADAME F. SONT DANS LE MÊME BATEAU

14 décembre 2013

Avant de patauger dans le déclinisme ambiant, commençons par nous oxygéner en racontant l'histoire de Madame A.

L'histoire se passe dans le XVIIIème arrondissement de Paris, et plus précisément dans le SSDP. Vous ignorez qu'un SSDP est un « service social départemental polyvalent ». Celui de cet arrondissement populaire suit 53000 personnes qui ont des problèmes de logement, de santé, de protection de l'enfance, bref des problèmes sociaux, y compris d'emploi. Madame A. avait un problème d'emploi : à 38 ans, elle élevait seule son enfant, avait un très faible niveau scolaire, vivait dans un hôtel et survivait grâce au Revenu de Solidarité Active, le RSA.

Mais cette « maman solo » voulait sortir de l'exclusion et devenir assistante maternelle. Elle a été accompagnée par un travailleur social du fameux SSDP et par une femme remarquable qui s'active au sein de ce service, tout en étant salariée du PLIE. Vous ignorez aussi ce qu'est le PLIE. C'est une association financée par le Département de Paris, le Fonds Social Européen et l'État, qui accompagne les chômeurs et les chômeuses avec un beau taux de réussite (accès à l'emploi ou à une formation qualifiante) de 66%. PLIE veut dire « Plan local insertion emploi ».

Les deux référentes SSDP et PLIE se sont donc mobilisées pour trouver une formation pour la mère, une crèche pour l'enfant et des stages pour étoffer le « book emploi » de Mme A. Quelle expression merveilleuse, transformant la marginale en une vedette en herbe qui va désormais parcourir les forums pour l'emploi et démarcher les employeurs en leur montrant son « book emploi » !

Mme A. rejoint d'abord un « chantier d'insertion », où l'on accomplit des tâches d'intérêt général, comme l'entretien d'immeubles. Elle est dans le monde associatif subventionné (charges sociales allégées et tutorat personnalisé). Elle y prend ou reprend des habitudes de travail, acquiert de l'expérience, a une feuille de paie, indispensable pour sortir de l'hôtel (payé très cher par le contribuable). Elle reçoit 300€ de prime de retour à l'emploi, ce qui lui permet de s'acheter des vêtements. Et elle prépare le CAP pour devenir assistante maternelle.

Le jour de l'examen, elle accouche d'un enfant inattendu, ce qui ne décourage pas les deux fées ! Mme A. repart en chantier d'insertion, décroche son CAP et obtient, grâce à ce précieux diplôme, un CDD (contrat à durée déterminée) de six mois dans une crèche du XVIIIème. Comme elle donne toute satisfaction, son contrat devient à durée indéterminée. Et, bonheur ultime, elle habite dans le XIVème arrondissement, puisqu'elle a désormais un revenu stable et suffisant pour payer le loyer d'un logement social.

Quelle est la morale de cette histoire personnelle compliquée qui finit bien ? Elle est quadruple ou unique, vous en jugerez.

Première conclusion : il ne faut pas décréter qu'une personne est inemployable. Sortir du puits de l'exclusion est souvent très difficile mais, avec un accompagnement personnalisé et patient, qui le veut a une chance de s'en tirer.

Deuxième conclusion : le « coaching » des chômeurs est complexe parce qu'il est « sur mesure », chaque personne étant un cas particulier. On est dans le domaine du travail en tandem, des départements et des associations. L'État fournit le cadre et de l'argent, les entreprises peuvent mettre ici et là des touches de responsabilité sociale, mais le cœur de l'action est dans la société de proximité.

Troisième conclusion : pour ceux qui aiment la rationalisation des choix budgétaires, le cas de Mme A. démontre que la collectivité fait une économie à long terme, puisque qu'elle ne devra plus payer ni le RSA ni la chambre d'hôtel et encaissera, au contraire, des cotisations sociales pour la santé et la retraite.

Quatrième conclusion, la plus importante : la motivation ! Mme A. a absolument voulu s'en sortir et les deux référents ont absolument voulu l'aider à trouver un retour dans l'emploi et la société.

Problème : comment transfuser la motivation de Mme A. à Madame F. ? Madame la France n'a-t-elle pas le moral dans les chaussettes comme nous le serinent à longueur de journées les médias parisiens friands de catastrophes instantanées ? Si l'on se fie à un sondage publié par un grand quotidien du soir, le diagnostic est plus compliqué.

Le Monde titre : « Croissance : les Français ne comptent plus sur l'État. » (12 décembre 2013). Ils pensent, à 66%, que l'on ne vit pas une crise passagère (comme le prétend le chef de l'État), mais une « mutation profonde et durable de la société ». Ils sont encore plus nombreux (74%) à croire que la France est en déclin.

Ils ne contestent pas que la France ait des atouts : son modèle de protection sociale (79%), la qualité des infrastructures de transport (61%), la réglementation en matière de protection des consommateurs et de l'environnement (52%), l'innovation technologique et la recherche (52%). Ils ne semblent pas faire grand cas de notre système éducatif non cité dans les résultats de l'enquête. Mais ils citent de lourds handicaps : le climat « défavorable au risque d'investissement » (?), la faible coopération entre grandes et petites entreprises, la fiscalité et les charges pesant sur les entreprises, la fiscalité et les taxes pesant sur les ménages.

Tout ceci fleure bon le libéralisme de droite ? Pas du tout : la droite ne recueille la confiance que de 14% des sondés. Même si c'est deux fois plus que la gauche (6%) ou que les syndicats (5%), les Français ne feraient plus aucune confiance dans les « corps constitués », dans lesquels il faut inclure l'État (13%), les collectivités territoriales (11%) et l'Union européenne (9%).

Encore une poussée de spleen romantique ? Que nenni ! Les Français ont confiance, mais seulement en eux-mêmes (à 54%) et dans les entreprises (43%) !

C'est en examinant les solutions jugées pertinentes par nos concitoyens qu'il faut prendre les résultats avec des pincettes. 59% sont convaincus que « pour relancer la croissance, il faut limiter au maximum le rôle de l'État. » Pour une

majorité de sondés, il est inévitable, quoique pas toujours souhaitable, de réduire les allocations familiales et les mettre sous conditions de ressources, de réduire le montant et la durée des allocations-chômage, de baisser de manière importante la qualité des services publics, d'allonger le temps de travail, de limiter le remboursement de certains actes médicaux. Pour « préserver le modèle de protection sociale existant », il faut le réformer disent nos modernes Guépards.

Quelle est la solution préférée des sondés ? « Augmenter les salaires » est jugé « efficace et souhaitable » par 71% des Français interrogés ! Comment augmenter fortement les salaires quand la concurrence mondiale et intra-européenne se fait à coup de dumping salarial ? Cela ne pourrait que mettre en drapeau notre déséquilibre extérieur, notre déficit commercial déjà énorme. Cela veut dire sortir de l'euro, ce qui n'est pas une mince décision !

Cette réponse surprenante montre que les Français sont paumés. Et ils le sont parce que les gouvernants ne leur disent pas la vérité. On a beaucoup cité Pierre Mendès France durant la campagne, mais on l'a vite oublié depuis.

Il est clair que les Français ont conscience de vivre une mutation de la société et qu'ils sont prêts à faire des efforts (ou peut-être à demander des efforts aux autres). Ils sentent que l'absence de croissance depuis cinq ans n'est pas une « parenthèse ». C'est la fin d'une expansion boursouflée par la dette publique et privée. Ils ont raison de penser que l'on n'en sortira pas avec « plus d'État », plus de prélèvements sur les entreprises et sur les ménages. Il faudra passer à « mieux d'État » comme la Suède l'a fait en 1991 et l'Allemagne il y a dix ans.

L'État, ce n'est pas une abstraction, un « deus ex machina » qui arrange les problèmes de tout un chacun, à chaque instant. Quand la croissance était forte, il y avait un « plus » pour chacun, d'emploi et de revenu, et un surplus pour la solidarité. C'était le « socialisme réduit aux acquêts » que vantait autrefois Edgar Faure : chacun garde ses avantages acquis et tous y gagnent, peu ou beaucoup selon les individus. Avec une croissance ralentie, le modèle ne fonctionne plus, sauf à endetter les générations futures.

L'État, c'est un chef et une administration. Au Chef de l'État sur la dunette de montrer le cap au navire France et d'expliquer enfin que chacun devra faire effort « à raison de ses facultés ». De longs mois ont été passés à bricoler des expédients, qui fâchent tout le monde. Il est temps de faire des choix politiques pour une vraie « réforme fiscale », une vraie politique industrielle, une vraie protection sociale ciblant les plus faibles.

L'Administration devra se réformer pour défendre l'intérêt général plutôt que les acquis corporatistes à tous les niveaux. En pensant à Mme A. et à ses deux courageuses référents, je crois à la renaissance d'un nouveau service public, tout simplement au SERVICE DU PUBLIC.

Christian Sautter